LA VOIX des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Prolétariat de France

N° 18
FEVRIER
2017
2 €

SOMMAIRE

La bourgeoisie accentue de son offensive ! Il faut résister ! P.2-3

Travailler en commun en 2017 P.3

Esprit de lutte ou esprit de caserne ? Refusons la militarisation P. 4-5

Le profit: but de la production capitaliste P.6-7

Comités antiguerre Création d'un nouveau comité à Pau P. 7

Yémen, Alep L'hypocrisie de l'impérialisme français P.8-9

Dossier Turquie P. 10-12

Cuba et le socialisme Mythes et réalités P. 13-15

USA, Trump P. 16

ILLUSIONS ELECTORALES

OFFENSIVES DU CAPITAL

RESISTONS, ORGANISONS NOUS !

EDITORIAL

La bourgeoisie prépare l'accentuation de son offensive
Il faut s'organiser et lui opposer une résistance de classe !

Le quinquennat de François Hollande arrive à son terme. Lui et ses hommes auront été entièrement dévoués au capital, du pacte de responsabilité de 2012 en faveur du patronat jusqu'à la très décriée loi dite « Travail » de 2015. Ce gouvernement restera synonyme de régression sociale pour les travailleurs. Il restera attaché à la guerre, à l'agressivité de la France par la vente d'armes et les interventions militaires répétées. Il symbolisera le recul des libertés pour le peuple par un ordre social intérieur sécuritaire et répressif : état d'urgence permanent, offensive contre les organisations de travailleurs, etc. **Ce gouvernement a été du début à la fin au service de la bourgeoisie. Il n'avait pas comme certains ont pu le dire, pour tromper le peuple, une oreille à gauche !**

Les raisons de l'offensive de la bourgeoisie

Les contextes économique, politique et international favorisent la mise en place de politiques réactionnaires d'offensive du capital contre les travailleurs.

Premièrement, le capital n'est toujours pas parvenu à surmonter la crise économique et ses effets. Ainsi, les conséquences des surcapacités de production se font ressentir sur l'activité. Les risques d'un nouvel emballement de la crise sont toujours présents. Les menaces pèsent aujourd'hui sur plusieurs pays tels que l'Italie par exemple.

Deuxièmement, la concurrence est ardue entre les monopoles pour obtenir des profits maxima. Ainsi les Etats rivalisent entre eux pour baisser le coût de leur main d'œuvre afin que ces grands monopoles s'installent chez eux : baisse des impôts sur les sociétés, diminution des « charges sociales » ou des salaires …

Troisièmement, les tensions entre grandes puissances impérialistes (France, USA, Russie, Chine…) s'aiguisent aussi pour le contrôle des ressources et des routes stratégiques de marchandises. Le Moyen-Orient et l'Asie Pacifique deviennent des zones de guerre ou de préparation à la guerre qui créent un climat de militarisation dans beaucoup de pays du monde, dont la France.

Enfin, ces contextes économique et géopolitique participent à un **renforcement de gouvernements bourgeois autoritaires et militaristes utilisant la démagogie et le chauvinisme pour se hisser au pouvoir ou pour prendre des mesures antipopulaires contre les travailleurs** : en France avec l'état d'urgence ou encore les propositions de certains candidats de gouverner par ordonnance ; en Italie avec la tentative avortée de Mateo Renzi d'augmenter les pouvoirs de l'Exécutif ; aux Etats Unis avec notamment l'arrivée de Donald Trump sous le slogan « America First », la présence de nombreux généraux aux postes stratégiques du gouvernement, etc.

La poursuite de l'offensive du capital en 2017

Les élections de 2017 en France approchent dans ce contexte tendu. Tous les candidats du capital s'organisent pour enfoncer le clou et mener l'offensive contre les travailleurs.

La primaire de la droite dans son ensemble ainsi que la victoire de François Fillon montrent clairement les intentions de la bourgeoise d'intensifier les attaques contre les travailleurs. La guerre sociale sera élevée d'un cran puisque F. Fillon entend gouverner par ordonnance dès le mois de juillet s'il est élu Président de la République. **Il se présente clairement comme l'ennemi des travailleurs.**

Le pôle PS tente quant à lui de se redonner bonne figure en présentant la « gauche » du PS à ses primaires: A. Montebourg ou B. Hamon, … Cependant, les travailleurs ne s'y tromperont pas. Ce parti a, durant 5 ans, participé à précariser nos vies, à faire des cadeaux aux patrons. Rien de bon pour les travailleurs ne peut venir du PS !

Le FN porte quant à lui un projet chauvin et impérialiste, qui veut diviser les travailleurs. Marine Le Pen n'a pas peur d'utiliser la démagogie la plus grossière pour faire croire qu'elle voudrait défendre les travailleurs. Elle doit être dénoncée comme une ennemie des travailleurs. Ce parti s'est attaqué à de multiples reprises aux syndicats qui ont mené le combat contre la loi El Khomri. Dans cette lutte, les travailleurs français et immigrés étaient réunis pour un combat commun. Le FN a pour seul but d'affaiblir les travailleurs au profit de la bourgeoisie nationale et chauvine.

Tous ces candidats, s'ils sont élus, amplifieront la politique anti-ouvrière et antidémocratique menée depuis une décennie. Ils doivent être combattus. Cela nécessite d'entretenir et de consolider les liens et les solidarités de classe établis durant le combat contre la loi "Travail".

Quant à Jean-Luc Mélenchon et à la gauche de la gauche, ils distillent leurs illusions réformistes en laissant espérer qu'une fois arrivés au pouvoir ils pourront mener une politique favorable aux travailleurs. On sait ce qu'il en est advenu avec Syrisa en Grèce !

Non seulement ils ont été à la remorque des derniers mouvements de la classe, mais ils ont en plus participé à diminuer leur ampleur en donnant de faux espoirs aux travailleurs au début du quinquennat de F. Hollande.

Les travailleurs ont besoin de forces politiques qui osent résister aux mesures capitalistes, qui assument une politique de classe claire ! Nous faisons le constat que ces forces ne sont pas organisées politiquement. *C'est pour cela que, partant de l'analyse de la situation politique, le ROCML n'appellera pas à voter pour un candidat lors de cette élection.* ***Cependant, les militants marxistes-***

léninistes comptent bien profiter de ces élections pour mener campagne en 2017 visant à renforcer la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et à organiser les travailleurs qui luttent véritablement.

Quel rôle pour les communistes ?
Faire campagne en 2017 !

Le développement de l'esprit de lutte présent depuis la loi El Khomri doit déboucher politiquement. C'est pour cela que les militants du ROCML lancent l'idée d'une campagne communiste pour rompre avec les jeux politiques bourgeois.

À l'occasion de cette campagne, le ROCML propose de porter les leçons de la lutte de classe et de les mettre en avant :

- le combat contre le PS, le social-libéralisme et ses liens avec le capitalisme-impérialiste ;

- le combat contre la répression d'Etat qui sert les intérêts du capital ;

- Le développement de l'esprit de lutte et de la solidarité de classe (ex : Goodyear, Air France) ;

- Entrainer les militants et syndicalistes combatifs pour les amener vers la lutte politique et la constitution d'un parti politique révolutionnaire.

Partout où ils sont, les communistes doivent mener le travail politique d'éclaircissement sur la nature de l'Etat, le rôle des partis politiques comme le PS, et relier ces explications avec le système capitaliste. En même temps, ils participeront à toutes les initiatives (meetings, manifestations, actions, débats) qui peuvent favoriser la résistance à l'offensive du capital et y porteront les idées d'une rupture radicale avec le système capitaliste.

Face aux attaques du capital, à un système en difficulté, l'unité politique des communistes est plus que jamais nécessaire. Tous les grands problèmes posés par l'actualité conduisent à un ce bilan : la nécessité de renforcer nos organisations politiques et de classe. *Pour faire de la politique*, il faut une force, un parti politique qui organise le combat. Personne aujourd'hui chez les communistes et organisations qui se réclament du communisme ne peut se targuer d'organiser une telle force. Mais ils peuvent unir leurs efforts pour renforcer la lutte contre le capitalisme. C'est tout le sens de l'initiative que le ROCML lance à l'occasion de ces élections présidentielles. L'élection présidentielle ne se jouera ni au 1er ni au 2nd tour. Elle se jouera au 3ème tour, dans la rue ! Que 2017 soit l'année où une dynamique populaire anticapitaliste se développe au sein du mouvement ouvrier.

ROCML, 1er janvier 2017

PROPOSITION DE TRAVAIL UNITAIRE PENDANT LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

Le ROCML lance cet appel de travail unitaire a tous les militants communistes, les organisations communistes, les sympathisants pour mener une campagne politique commune sur la base des intérêts de classe des travailleurs . Nous incitons toutes les organisations et militants intéressés par cette initiative à nous contacter pour organiser une première réunion destinée à jeter les bases d'un travail commun

L'année 2016 a été marquée par la longue lutte contre la loi Travail. Si elle n'a pas réussi à la broger, elle a conduit des travailleurs et en particulier des militants syndicalistes à comprendre que les politiciens de gauche sont tout autant des gérants loyaux des intérêts des « puissants » que ceux de droite et certains syndicalistes s'apprêtent à ne voter pour aucun candidat à la magistrature suprême en 2017. Dans ces conditions, la campagne des élections présidentielles est un moment important pour la bourgeoisie pour faire régresser cette prise de conscience et pour continuer à propager l'illusion qu'en République démocratique bourgeoise les travailleurs peuvent démocratiquement choisir un candidat qui s'il arrive au pouvoir soutiendra leurs revendications .

Les communistes savent depuis longtemps et l'expérience historique l'a confirmé que « *La bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparé de la souveraineté politique.* ***Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière*** »- Marx le Manifeste du Parti Communiste .

Mais ils peuvent utiliser la période électorale, moment d'intense médiatisation politique pour se faire les portes paroles des travailleurs, mettre en avant leurs revendications économique et politique propres et comment se battre pour les réaliser. Pour combattre les illusions réformistes propagées par les candidats de la gauche et de la gauche de la gauche, qui n'ont comme seule conséquence de consolider la domination de la bourgeoisie sur la société.

C'est sur cette base que nous vous proposons de vous rencontrer pour discuter de l'opportunité d'unir nos efforts pour mener une campagne en représentants politiques authentiques des travailleurs

En l'attente d'une réponse que nous espérons positive veuillez recevoir notre salut militant.

REFUSONS LA MILITARISATION DE LA SOCIETE

Au soir du 13 novembre 2015, Hollande déclarait que *« la France est en guerre ».* Depuis, les mesures de sécurité et de militarisation se sont multipliées. Les différents partis politiques du système (FN, LR, PS) n'ont pas cessé d'instrumentaliser les meurtres de masses qui se sont produits pour rallier les jeunes à eux, derrière le drapeau français. Leur unité nationale, ils la mettent en place en tentant de créer un esprit d'encasernement, d'ordre et de militarisation dans la jeunesse. Ils veulent dresser et former une jeunesse nationaliste et impérialiste. Ainsi **ils développent l'esprit de caserne, ou la militarisation des esprits en vue de soutenir la guerre sociale dans le pays et les guerres de conquêtes à l'extérieur.**

Un vent sécuritaire et répressif

La mise en place d'une tension sécuritaire est venue par la restriction des libertés avec l'application de l'état d'urgence, le contrôle et la surveillance accrue des lieux de vie des jeunes notamment de ceux issus des milieux populaires … Des jeunes militants ont pu être touchés ici ou là par les mesures répressives liées à cet état d'urgence devenu permanent. Ainsi, contrôles discriminatoires au faciès, ou par des vêtements religieux se sont multipliés. C'est toute une partie des travailleurs qui fait l'objet de suspicions. Une campagne d'intolérance et de xénophobie est organisée par les milieux politiques et médiatiques pour stigmatiser les travailleurs, et notamment les jeunes, en raison de leurs prétendues origines ou de leur religion. Et puis, l'Etat n'en est pas resté là : arrestations et répression des jeunes militants lors de la COP 21 ou lors des luttes contre l'état d'urgence ou la loi El Khomri. Condamnations à des peines de prisons fermes ou avec sursis, licenciements, inscription sur les listes noires du patronat ou de l'Etat, voilà ce que subissent les militants qui relèvent la tête contre les injustices de ce système.

Au prétexte de menace terroriste, c'est une justice expéditive qui se met en place, alors que son caractère de classe et antipopulaire est de jour en jour de plus en plus révélé après la condamnation de syndicalistes à Air France, Goodyear et durant le mouvement El Khomri. De l'autre côté, les magnats du capital comme Christine Lagarde sont reconnus coupables mais non condamnés. Le dernier test mené par le gouvernement est la mise en place de comparutions immédiates pour les « petites affaires de terrorisme ». Il s'agit de juger en quelques heures des individus ayant fait l'apologie du terrorisme, ou ayant un lien avec le terrorisme (consultation de sites, propos…). La justice se passera donc de comprendre l'affaire et jugera à l'emporte-pièce, sans connaissance de la personnalité. *« On ne connait pas les gens qu'on va juger »* relève Clarisse Taron, responsable du Syndicat de la Magistrature. C'est aussi ce que relève le représentant d'avocat Debout, Dominique Tricaud. *« C'est une justice d'abattage inadmissible dans un pays démocratique. Peu de pays au monde ont une pratique aussi barbare »(1)*. Bien entendu, comme à l'accoutumé, il faut s'attendre à ce que cette justice d'économie utilisée contre le « terrorisme » s'étende à l'ensemble des affaires judiciaires, notamment pour les syndicalistes et militants progressistes. Rappelez-vous des prélèvements ADN initialement prévus pour les pédophiles…

Une propagande d'endoctrinement de la jeunesse

Le gouvernement ne se contente pas du tout répressif, il essaye de rallier ceux qui réagissent avec l'émotion ou sont sensibles aux thèmes sécuritaires et xénophobes. Le gouvernement et les partis bourgeois lancent des appels de mobilisation aux accents guerriers afin que les jeunes laissent de côté leur sentiment de révolte contre les injustices sociales et se regroupent auprès des valeurs de la nation et de la patrie. L'appel au renforcement de la réserve citoyenne après les attentats avait ce but de rallier la jeunesse auprès de l'armée et de la police, les bras armés de l'Etat.

On assiste à une propagande d'endoctrinement des jeunes, notamment dans l'Education Nationale avec la publication d'un protocole interministériel Défense-Education Nationale. L'Education Nationale en liaison avec l'armée veut mobiliser la jeunesse *« pour faire vivre les valeurs de la République »*. Cela passe par des cours qui permettront *« aux élèves de percevoir les intérêts vitaux ou nécessités stratégiques de la nation, à travers la présence ou les interventions militaires qu'ils justifient »(2)*, etc. On ne peut être plus clair. Cela signifie le soutien aux guerres que mène la France partout dans le monde, le refus d'un esprit critique au profit d'un *« esprit de défense ».* On veut créer une jeunesse disciplinée non par une conscience claire des débats politiques mais par un soutien aveugle à l'armée. On cache les vrais enjeux. On incite la jeunesse à prendre le fusil plutôt qu'à comprendre le monde, à respecter les peuples qui constituent l'Humanité, et à agir en conséquence.

Bien entendu, les éducateurs aussi sont incités à *« enseigner la défense et la sécurité nationale »* qui fait désormais *« partie des compétences attendues des futures enseignants ».* On voit désormais mieux les objectifs la réforme de l'éducation morale et civique. De plus, sachant la résistance potentielle à la militarisation des esprits chez les enseignants, le ministère a trouvé la parade en favorisant la *« reconversion des militaires quittant les armées tout en contribuant à combler les emplois vacants d'enseignants »*.

Ainsi, à l'école, dans les médias, c'est un vent de militarisation qui souffle sur la société et la jeunesse de France. La paix n'est plus un objectif. Ce concept est remplacé par l'esprit de défense et de

sécurité nationale.

Les buts de l'esprit de caserne
Favoriser les guerres de pillages, soutenir le capitalisme en crise !

Sous le capitalisme-impérialiste, il faut voir en vérité le concept de Défense nationale comme l'offensive pour défendre les routes stratégiques, s'approprier les ressources d'autres nations, opprimer d'autres peuples. En réalité, la France était en guerre bien avant ce triste soir de novembre 2015. Les guerres n'ont pas cessé de se multiplier au cours des années 2000. A titre d'exemple, la France est intervenue plus de 50 fois en Afrique en une quarantaine d'années. La France n'est pas une nation de paix. Et dans ces guerres, l'armée n'a joué aucun rôle positif, servant plutôt de tremplin à l'impérialisme français, à la domination économique des grands groupes et entreprises françaises. Ces derniers, avides de profits, étendent leurs toiles pour accentuer le pillage des ressources naturelles et augmenter l'exploitation des peuples d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

Les attentats qui ont frappé la France sont donc instrumentalisés, utilisés comme prétexte pour endoctriner les jeunes. Ils sont un *argument* pour militariser les esprits, et pas une *cause réelle*. Les tueries de masse perpétrées par ces « fous de dieu » sont une *conséquence* de la déstabilisation de régions entières(3). Ce sont les grandes puissances qui ont instauré le chaos dans certains pays du Moyen Orient, et participé à construire des monstres comme l'Etat islamique comme nous l'avons montré dans les derniers numéros de la VDC. Les grandes puissances impérialistes, la France et les Etats-Unis alliées aux monarchies pétrolières du Golfe, ont depuis les années 1970 largement financé les courants de réislamisation du Proche Orient et soutenu la mouvance islamiste face aux mouvements progressistes et révolutionnaires arabes(4).

En voulant dominer le Moyen Orient, le parti de la guerre et de l'impérialisme français (représenté par le PS, Les Républicains, le FN) a semé le chaos et créé l'ensemble de la situation actuelle. Les gouvernements successifs sont donc responsables de cette situation. Mais plutôt que de rendre des comptes au peuple sur la politique secrète ou publique qu'ils ont mené, ils prétendent que la solution est dans le renforcement de la sécurité et de la militarisation de la société. **S'il n'est pas dénoncé et stoppé, cet engrenage vers la guerre impérialiste sera destructeur pour les peuples en France comme dans le monde. Il entrainera la planète à l'autodestruction.**

L'autre objectif de cet esprit de caserne est de **modérer la lutte de classe qui se développe à l'intérieur de la société française.** C'est un des rôles essentiel de l'Etat. En condamnant à des peines de prison, les syndicalistes qui luttent ou les jeunes qui se rebellent ; en innocentant les policiers coupables de meurtre ou de répression qui outrepassent le droit actuel, l'Etat entend mettre au pas ceux qui luttent ou dénoncent les injustices. Même si le mouvement El Khomri n'a pas vaincu, il est une véritable alerte pour les gardiens du pouvoir bourgeois qui craignent une extension des luttes populaires dans les années à venir. Cette offensive idéologique et répressive est donc à lier à la crise du capitalisme et le développement de tensions entre grandes puissances.

L'esprit de caserne ne peut que détruire nos vies
La lutte pour l'organisation de classe, l'égalité et la paix : voilà la solution !

L'armée, la police, en bref l'Etat bourgeois sont les piliers essentiels de l'offensive contre les conditions de vie des travailleurs et des peuples du monde. Ils n'apportent pas le progrès ni même l'ordre car ils maintiennent un ordre injuste, inégalitaire, fondée sur l'enrichissement d'une minorité de privilégiés au mépris de la majorité. Cet ordre injuste entraine toujours plus de jeunes, dans les quartiers populaires ou ailleurs à ne plus supporter la pression policière, la propagande bourgeoise, à se sentir en décalage avec les discours médiatiques et politiques…

Tout militant progressiste ou révolutionnaire doit aujourd'hui prendre en compte la nécessité de lutter contre cet esprit de caserne. Ces attaques répressives et idéologiques, en particulier sur les jeunes, sont à relier au contexte de crise du système économique dans lequel nous vivons. **Dans l'Education Nationale, les organisations syndicales doivent refuser que les professeurs deviennent les recruteurs de l'armée ou le meilleur soutien aux politiques de guerre de l'Etat. Au contraire, il faut donner les clés de compréhension monde à la jeunesse, éduquer à l'esprit critique. Il faut aussi poursuivre le développement de comités antiguerre ou contre la répression, inciter le plus de monde à l'action contre toutes ces mesures. Mais il ne faut pas en rester là. Plus que jamais, ce qui manque aux résistances à toutes ces injustices, c'est une « vision d'ensemble » qui soutienne toutes ces luttes et qui les transforme en un front uni contre le capitalisme-impérialiste. Les militants qui ont compris que c'est le capitalisme qui pousse les peuples à l'autodestruction doivent s'unir, et s'organiser politiquement. Il est urgent aujourd'hui que se développe en France un véritable Parti communiste à la hauteur des enjeux de notre temps !**

Seul cet esprit de classe poussé jusqu'au bout pourra mettre en échec dans la jeunesse l'esprit de caserne !

Seul cet esprit de classe pourra nous amener à des victoires et au renversement du capitalisme !

Seul cet esprit de classe pourra conserver les peuples face aux risques de guerres portés par les monopoles et les armées impérialistes !

Notes

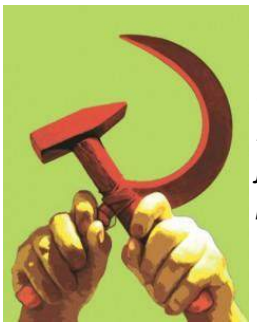
(1)Humanité, 3/01/2017.

(2)Protocole interministériel du 20 mai 2016 : Développer les liens entre la jeunesse, la Défense et la sécurité nationale. http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=104124

(3)Alain Badiou, Notre mal vient de plus loin, Penser les tueries du 13 novembre, Fayard, Paris, 2016 et Jean Salem, La démocratie de caserne, Delga, Paris, 2016. Ces ouvrages donnent des éléments mais sont critiquable sur leurs théories. Badiou réactualise la théorie petite bourgeoise des trois mondes et Salem ne voit que l'impérialisme américain comme dangereux, « l'empire US ».

(4)Georges Corm, Le Proche Orient éclaté, 1956-2003, Gallimard, Paris, 2003, p. 799 à 804 sur ce thème.

Le profit, but de la production capitaliste



Nous publions un article qui a été publié dans un journal de la Fédération CGT du bâtiment. Il a pour objectif d'expliquer le but du système capitaliste, qui est le profit.

La réalisation du profit est le but unique du mode de production capitaliste et non la satisfaction des besoins des travailleurs, la production des biens qui se retrouvent sous forme de marchandises n'est que le passage obligé pour le capitaliste pour réaliser son profit en vendant ces marchandises. C'est pour réaliser un profit que l'on crée des entreprises ou qu'on les ferme. C'est au nom du profit et pour l'augmenter que l'on licencie les travailleurs que l'on réduit les coûts de production en bloquant ou réduisant les salaires et les dépenses de santé des travailleurs ou en augmentant la durée des journées de travail.

Mais d'où vient ce profit ? Il parait évident qu'un chef d'entreprise fasse du profit- sinon il ferme son usine et va investir ailleurs – Et ce profit est considéré comme la « juste rémunération » du capitaliste par le risque qu'il prend ou par le travail de direction qu'il effectue. On remet en cause le capital financier, les actionnaires qui sans travailleur vivent de leur dividendes pour l'argent qu'ils ont avancé à l'entrepreneur et on va réclamer une plus juste répartition des profits entre capitalistes et salariés, entre le capital et le travail.

Mais il faut se méfier des évidences ! Tout cela peut justifier tout au plus que dans le mode de production capitaliste pourquoi le profit est nécessaire, mais ne donne aucune explication sur son origine.

Pour en trouver l'origine il faut aller la chercher au-delà des apparences. C'est la science, et en ce domaine la science économique marxiste qui permet de résoudre cette énigme. C'est Marx dans son œuvre monumentale « le capital » qui l'a résolue. Sans rentrer dans toute sa démarche - il faut étudier le capital pour cela - nous allons essayer d'en donner les grandes lignes.

Pour produire le capitaliste trouve sur le marché du travail (il porte bien son nom) une marchandise particulière que le travailleur propose à la « vente » au capitaliste : ses capacités physiques et intellectuelles nous l'appellerons avec Marx : **la force de travail . Cette force est achetée par le capitaliste à sa valeur et il va l'utiliser pour un certain nombre d'heures seulement limitées par les lois en vigueur sur la durée du travail et selon les clauses du contrat de travail librement accepté par les deux parties.** Avec l'expérience on s'aperçoit que le capitaliste cherche constamment par soucis de « rentabilité » de dépasser ces limitations ce qui entraîne une lutte de classe constante entre les capitalistes et les travailleurs.

Or cette marchandise, la force de travail a la propriété de pouvoir produire plus de valeur que ce qui est nécessaire à son achat (salaire) et donc à sa production : C'est-à-dire pour assurer la vie du travailleur et sa reproduction. Pour que le capitaliste trouve en permanence sur le marché cette marchandise « force de travail » il faut qu'elle puisse se reproduire – donc la valeur de la force de travail inclue les frais de santé, l'éduction des enfants dans une situation donnée de développement historique atteint par la société. Ce qui explique que sa valeur est plus grande dans nos métropoles impérialistes que dans les conditions misérables de certains pays et explique entre autre que des travailleurs immigrés ou détachés se contentent d'un salaire dégradé par rapport aux travailleurs nationaux.

Le capitaliste va donc exploiter cette propriété pour faire produire au travailleur plus de valeur que ce qu'il a investi pour l'acheter.

Ainsi par exemple prenons un travailleur qui travaille huit heures par jour il va travailler 4 h, temps de travail équivalent à la part de son salaire journalier et 4h gratuitement pour le capitaliste. Le travail gratuit réalisé constitue ce que l'on appelle la **plus-value ou sur valeur qui est à l'origine non seulement du profit de l'industriel mais aussi de TOUS les profits**. Cette plus-value alimente le profit de l'industriel, le profit du capitaliste du secteur commercial, les intérêts versés pour les crédits contractés, les dividendes aux actionnaires qui a investi dans l'entreprise, la rente foncière payée aux propriétaires des locaux et bâtiments loués par l'entrepreneur, à rémunérer les gestionnaires du capital (directeurs, grands patrons) etc…

Suite à la p. 7

Suite de la page 6, Le Profit

Voilà qui rend fausses ou inopérantes un certain nombre d'affirmation comme :

- le profit comme assurance pour le risque que prend l'entrepreneur. Qu'il prenne des risque ou pas le profit se réalise quand l'entreprise marche et disparait quand l'entreprise pour des raisons diverses périclite.

- qui explique les rémunérations astronomiques des grands patrons justifiés par leurs responsabilités dans l'entreprise qui peuvent la forme de - Que la possibilité d'un partage dit équitable entre profits et salaires est une ineptie profonde, quel peut être le « niveau » de ce partage dans la mesure où le profit est du travail gratuit du travailleur accaparé par le capital. Seule la lutte de classe est l'arbitre de la relation patronat prolétariat et ne peut se stabilise momentanément à un niveau donné que par la lutte collective politique et syndicale des travailleurs, c'est ce que nous montre la réalité de tous les jours tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau national.

Il resterait à développer, par exemple pour le cas VINCI comment la multinationale optimise la production de profit par le partage du travail entre diverses sous entreprises, utilisation de moyens comptables pour soustraire le plus de profit possible à l'impôt, organise le partage du travail avec les sous-traitants et les travailleurs détachés ainsi que la lutte contre l'organisation collective des travailleurs seule garante de leur résistance aux attaques du capital.

ANTI IMPERIALISME

Développer les comités contre la guerre impérialiste

La constitution d'un collectif « ni guerres ni état de guerre » à Paris au début de l'année 2016 posait le premier jalon de la reconstruction d'un mouvement anti-impérialiste conséquent en France. En effet la dernière décennie a été marqué par une multiplication des opérations guerrières menées par le gouvernement français sans que cela ait suscité un mouvement d'opposition d'ampleur à la hauteur de la situation. Face à cette impuissance du mouvement ouvrier à mener la lutte contre son propre impérialisme il était nécessaire de se doter d'une organisation de masse permettant de regrouper l'ensemble des forces (partis, syndicats, associations, individus…) ayant la volonté de s'opposer aux « guerres contre le terrorisme » et à l'instrumentalisation du climat de peur pour restreindre les droits démocratiques et syndicaux (l'Etat d'urgence permanent). Le ROC-ML est partie prenante de ce processus et a été une des organisations fondatrices du collectif parisien. Notre implication s'est poursuivie avec la participation à un autre collectif, cette fois-ci à Pau, dont voici quelques extraits du texte fondateur :

Contrairement à ce qu'affirme François Hollande la France n'a pas attendu les attentats du 13 novembre pour être en guerre. C'est oublier les interventions en Afghanistan, en Lybie, au Mali et en Centrafrique ces dernières années. Ces guerres ne sont pas motivées par des motifs humanitaires ou par la « lutte contre le terrorisme » mais pour satisfaire les désirs de pillage des grands groupes français (Total, Areva, Bolloré etc…).

De surcroît, La guerre devient désormais un moyen de gouverner – et de gouverner par la peur. L'état d'urgence prolongé justifie la privation de libertés constitutionnelles : droits syndicaux et de grève… Cette guerre est aussi une guerre sociale.

C'est pourquoi nous avons décidé de constituer à Pau aussi, un Collectif Contre la guerre et l'état de guerre :

-Pour revendiquer l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN…) ;

- Pour dénoncer le marché des ventes d'armes contradictoire avec les intérêts des peuples

- Pour combattre la militarisation de l'économie et de la société, et résister au quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire, promouvoir la reconversion de l'industrie d'armement.

-Nous soutenons le droit à l'autodétermination des peuples, apportant nos solidarités aux forces de résistance et d'émancipation.

Nous appelons toutes les organisations et toutes les personnes qui « se retrouvent » autour de ces enjeux à rejoindre et amplifier ce mouvement en construisant là où elles se trouvent des comités contre la guerre impérialiste.

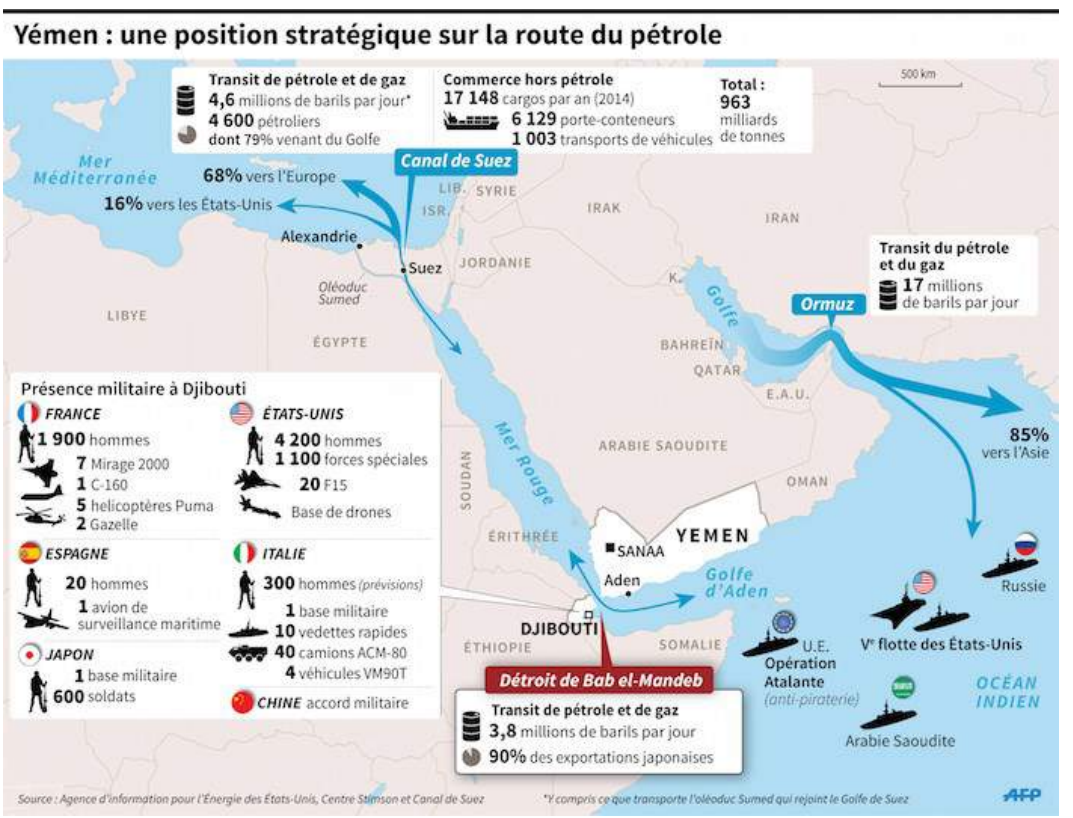
Contact: ***comiteantiguerre.pau@gmail.com***

L'impérialisme tue en toute impunité

Dans l'indifférence générale, l'Arabie Saoudite mène une guerre sanglante depuis plus d'un an et demi au Yémen. Alors que les médias se sont déchaînés pour nous alerter sur le prétendu « génocide » à Alep, rien n'a filtré sur la tragédie qui est à l'œuvre dans cet autre pays du Moyen-Orient. Depuis mars 2015 plus de 7000 yéménites (dont une grande majorité de civils) sont morts sous les coups de la coalition arabe (principalement les forces saoudiennes mais aussi des contingents égyptiens, marocains…) tandis que 3 millions de personnes ont dû quitter un pays réduit à la famine. Dernier acte de cette tragédie macabre, les avions saoudiens ont bombardé avec sauvagerie une foule de civils qui assistait à des funérailles à Sanaa le 8 octobre 2016 pour un bilan de près de 140 morts et de 525 blessés.

La genèse de cette intervention remonte à guerre civile et à la lutte entre tribus pour le contrôle du pouvoir politique depuis le renversement de l'ancien dictateur Saleh en 2012. Ce dernier, au pouvoir depuis plusieurs décennies a été contraint de s'enfuir suite à une grande révolte populaire qui exigeait, à l'instar des peuples tunisiens et égyptiens (ce que l'on a appelé les « Printemps arabes »), plus de démocratie, des réformes sociales et la fin de ces régimes dictatoriaux corrompus, à la solde de l'impérialisme. Cependant, en l'absence de réelles organisations capables de réaliser ce projet politique, qui plus est dans un pays divisé et meurtri par des décennies de guerres civiles et d'affrontements fratricides (sans compter la présence de groupes islamistes comme Al-Qaida) le changement politique a tourné court. Le pouvoir a rapidement été mis sous tutelle par le grand pays voisin, l'Arabie Saoudite, qui a toujours eu des ambitions expansionnistes dans cette région. Cette implication d'un gouvernement fondamentaliste et réactionnaire sunnite ne pouvait que susciter des craintes et l'opposition chez l'importante minorité chiite (30% de la population) opprimée et discriminée depuis toujours par le gouvernement central

Les partisans du renouveau zaïdite (mouvement chiite) prennent les armes en 2014 face à un pouvoir à la solde de l'Arabie Saoudite (un gouvernement soutenu par les frères musulmans et diverses organisations salafistes) et qui refuse de leur accorder des droits nouveaux. Ils réclament un statut d'autonomie pour leur région, la reconnaissance de leurs droits culturels longtemps niés. Plus largement, sur la scène politique yéménite, ils apparaissent plutôt « progressistes » et proches de la mouvance socialiste et laïque pour contrebalancer l'influence des partis islamiques et du wahhabisme saoudien. Leur organisation politique et militaire, les Houthis, s'empare de la capitale du pays, Sanaa en janvier 2015 et assiège le port d'Aden. La perspective de voir tomber ce port éminemment stratégique entre les mains d'une organisation chiite (et donc potentiellement proche des Iraniens, même si l'implication directe de l'Iran n'est pas confirmée) était insupportable aux yeux des impérialistes occidentaux et des monarchies réactionnaires du golfe. En effet Aden contrôle le détroit du Bab el Mandeb par lequel transite chaque jour 3 à 4 millions de barils de pétrole pour alimenter les économies européennes et nord-américaines.



Suite Yémen

Pour réduire à néant les « rebelles », l'Arabie Saoudite a engagé des forces considérables : 150 000 hommes et une centaine d'avions de combat (fournis par les USA et l'UE, les « grands amis » de la liberté et des droits de l'homme). En dépit de cette débauche de moyens, les forces saoudiennes se sont embourbées dans le désert yéménite. Les forces de la coalition arabe ont été incapables de reprendre le terrain perdu face aux rebelles houthis et ont même subi des pertes importantes. Des navires de guerre américains ont même été visé par des attaques au missile, preuve s'il en fallait de l'implication des grandes puissances dans cette histoire (voir carte). Face à leur impuissance, les saoudiens se vengent par des raids terroristes et barbares sur des populations sans défense et ont détruit toutes les infrastructures du pays.

Face à une telle barbarie il est du devoir des militants anti-impérialistes de dénoncer avec vigueur l'agression armée dont est victime le peuple du Yémen qui a montré en 2012 de justes aspirations à plus de démocratie et des réformes sociales pour réduire la pauvreté qui sévit dans le pays. Une victoire des forces armées saoudiennes signifieraient l'occupation militaire du territoire du Yémen, une régression spectaculaire des droits humains et démocratiques, l'imposition d'un ordre moyenâgeux et obscurantiste. La lutte armée du peuple yéménite est une juste guerre contre les forces des monarchies réactionnaires du Golfe et leurs alliés occidentaux. Nous ne sommes pas dupes des tentatives de récupération politique qu'il peut y avoir de la part de la puissance iranienne, en lutte pour l'hégémonie régionale avec son adversaire mortel, le royaume saoudien. C'est aux forces progressistes et démocratiques du pays d'écrire leur histoire et de tracer la voie qui mènera le pays à une réelle indépendance à l'égard des impérialistes, quels qu'ils soient.

EXTRAITS DU COMMUNIQUE: APRES 5 ANNEES DE GUERRE, L'IMPERIALISME PORTE LA RESPONSABILITE DES MASSACRES DES PEUPLES DE SYRIE ET D'IRAK

A RETROUVER EN INTEGRALITE SUR NOTRE SITE

Le parti socialiste, EELV appellent le peuple français à se lever pour dénoncer les bombardements d'Alep par l'aviation russe et Bachar El Assad. Les grands médias à leur botte mènent campagne tambour battant en ce sens. Viennent-ils de se rendre compte que la guerre tue des civils ? Eux qui ont bombardé le Mali, la Libye, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique ? **Les voilà qui se présentent en vertueux hommes de paix, venant en aide aux innocents qui périssent sous les bombardements. Leur intervention en Irak, en Afghanistan a fait plus d'un million de morts, combien y-a-t-eu d'appels à se mobiliser contre la guerre dans les médias ?** *(…)* Quelle hypocrisie !! C'est le criminel qui crie halte aux crimes !

Le gouvernement français dénonce les bombardements à Alep car ce sont les rebelles financés par les impérialismes occidentaux qui sont en difficulté. En vérité, ce gouvernement n'est pas schizophrène. Il encourage la guerre là où ses intérêts sont à conquérir (comme à Mossoul ou Raqqa), il dénonce la guerre là où ses intérêts sont menacés. A Alep, les rebelles que le gouvernement français a largement financés sont à l'agonie.
Il n'y a pas de doutes possibles : les groupes qu'arment et soutiennent les impérialistes, ne sont pas porteurs de progrès, de démocratie ou de révolution. Ce n'est pas en dépeçant la Syrie que le peuple syrien pourra avancer dans la voie du progrès social et démocratique.

En France tous les progressistes et anti-impérialistes conséquents dénoncent le rôle que la France a eu dans la déstabilisation et le développement de la guerre en Syrie, le soutien qu'elle a apporté aux groupes armés islamistes et réactionnaires en Syrie. Ils dénoncent la campagne hypocrite des médias-mensonges menée sur la guerre en Syrie. Le gouvernement français ne vise pas la fin de la guerre en Syrie et le retour de la paix. Il dénonce les bombardements russes parce qu'ils compromettent une issue favorable aux objectifs de l'impérialisme français.

L'impérialisme hors du Moyen-Orient

Le problème principal au Moyen-Orient actuellement est l'intervention directe, armée des puissances impérialistes. L'impérialisme est faiseur de guerre et manipulateur de la révolte des peuples en utilisant la religion ou leur révolte pour leurs droits nationaux, démocratiques et économiques. Il n'hésite pas à mettre à feu et à sang toute une région du monde quand ses intérêts sont en jeu.

Les populations d'Alep ou de Mossoul mourant sous les bombes sont les conséquences sinistres de cette politique impérialiste. Ceux qui sont véritablement responsables de ces morts, ce sont ceux qui ont fomenté cette guerre en Syrie, c'est l'impérialisme, en particulier les impérialistes français, américains, russes et leurs alliés respectifs. C'est eux qui devront répondre de tous ces crimes ! L'intervention armée des impérialistes au Moyen Orient doit être combattue et doit cesser. L'intérêt des peuples et des travailleurs de la région est le retour d'une paix où les peuples de Syrie retrouveront leur souveraineté et leurs droits nationaux et démocratiques reconnus.

Dans cette lutte, les mouvements kurdes et arabes de Syrie et de Turquie montrent la voie, Rojava en est l'exemple concret. Nous nous devons de soutenir ces forces progressistes qui ont mis en échec les tentatives de dépeçage de la Syrie par l'impérialisme et qui combattent, sous toutes ces formes, le capitalisme-impérialiste.

ROCML Décembre 2016

La lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux Un exemple pour tous les peuples

Cet article est une contribution d'un camarade du ROCML au débat sur le Moyen-Orient et principalement la question du Kurdistan. Le secrétariat prépare d'ores et déjà une analyse approfondie de la question et appelle les camarades et sympathisants à envoyer leurs analyses critiques sur ce sujet.

Dans les circonstances actuelles des guerres qui se déroulent au proche et moyen orient, il existe un peuple dont les médias occidentaux et autres… ne parlent pas ou peu. C'est le peuple kurde. Pourtant, bien que relégué à l'arrière plan (voire ignoré), en tant qu'acteur militaire déterminant dans cette guerre et en tant que porteur d'un projet politique régional qui dépasse ses propres intérêts nationaux, il constitue une donnée incontournable de la paix et du progrès politique démocratique internationaliste non seulement en Syrie, mais pour toute la région. POURQUOI ?

BREF RAPPEL HISTORIQUE

Le peuple kurde représente 30 à 40 millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Ce peuple vit sur un territoire ancestral compact depuis au moins le néolithique, c'est-à-dire depuis plusieurs milliers d'années, avec sa propre histoire, sa propre organisation économique et sociale, avec sa propre langue, sa propre culture, avec un sentiment national élevé. Avec ces caractéristiques, le peuple Kurde constitue une nation.

En dépit de cela, le peuple kurde est divisé territorialement en quatre parties et n'a pas d'existence en tant qu'Etat. Une partie vit en Turquie, une autre en Irak, une autre en Syrie, et enfin une autre en Iran. Plusieurs millions sont émigrés dans le monde, principalement dans l'UE.

Comment cet éclatement national a-t-il été imposé ? Il est le fait des accords réalisés entre grandes puissances impérialistes dans le cadre de l'écroulement de l'empire ottoman au début du XXème siècle et des rapports de force à l'issue de la première guerre mondiale. Le dépeçage du territoire kurde se fit en fonction du tracement des frontières de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie, pour satisfaire les intérêts respectifs de la France et de l'Angleterre dans le Proche Orient. Ce dépeçage fut décidé en 1916 dans des accords secrets sous les auspices des diplomates anglais et français Sykes et Picot et entériné par la Conférence de San Remo en Avril 1920.

Le peuple kurde n'a jamais accepté cette situation et a lutté sans relâche, malgré une répression féroce des Etats irakiens, turcs, Iraniens et Syriens. La lutte armée du PKK et d'autres partis et organisations révolutionnaires témoignent de ce combat ininterrompu. Cette lutte historique des Kurdes pour leurs droits nationaux et démocratiques est légitime, elle n'a rien à voir dans sa nature et dans ses buts avec les politiques et les calculs des différents impérialismes qui agissent aujourd'hui dans la région. Elle doit être soutenue par les communistes et les anti-impérialistes du monde entier.

UNE LUTTE COMPLEXE DANS LE CADRE DES RIVALITES INTERIMPERIALISTES ACTUELLES.

Faible au début du XXème siècle, l'impérialisme américain n'a pas pu imposer ses intérêts dans les accords internationaux à la sortie de la première guerre mondiale.

Il est ensuite devenu la première puissance impérialiste mondiale des points de vue économique, politique et militaire, donc capable d'agir pour tenter d'imposer son leadership aux vieilles puissances impérialistes d'Europe, et son hégémonie dans le partage des influences économiques et géopolitiques pour le pillage des richesses naturelles et humaines de la planète.

L' « émergence » de la Russie et de la Chine comme nouvelles puissances impérialistes de plus en plus capables de rivaliser avec les anciennes pour le partage de ces influences, a créé de nouveaux conflits politiques, diplomatiques, mais aussi militaires dans les régions convoitées par les anciens et ces nouveaux impérialismes.

La situation au Proche et Moyen Orient (comme partout dans le monde d'ailleurs) est le résultat de ces antagonismes contemporains.

Reculant jusqu'à maintenant pour s'affronter face à face dans une guerre mondiale, ces impérialismes agissent en déstabilisant les Etats qui leur résistent, en attisant les antagonismes entre Etats régionaux, en soutenant diplomatiquement et militairement tel ou tel protagoniste, selon l'évolution des rapports des forces sur le terrain. Dans ce jeu guerrier, chacun cherche à avancer ses pions et à faire reculer les autres. Leur but stratégique est unique : Il n'a rien à voir avec la liberté des peuples, il est de dominer la plus grande part de la planète.

Leurs tactiques, visent à progresser vers leur but, quitte à se contredire, quitte à combattre aujourd'hui ceux

qu'ils ont soutenu (voire créé) hier.

Voici un exemple actuel de ce type de revirement : Se présentant comme un soutien indéfectible de l'Etat syrien, la Russie de Poutine avait interdit à la Turquie de pénétrer dans la Syrie du nord. Un de ses avions s'est même fait abattre à la frontière de la Turquie et de la Syrie. Poutine avait promis des représailles. Aujourd'hui, depuis le 24 août 2016, l'armée turque est entrée au nord de la Syrie et bombarde les villages que les combattants kurdes et arabes ont libérés de Daesh. Aucune réaction de Poutine. La raison est un deal avec Erdogan : le passage par la Turquie d'un pipeline transportant du gaz russe vers l'Europe. Business is business ! Une simple mise en garde verbale de Bachar el Assad… Une injonction des Etats-Unis … aux combattants kurdes du PYD d'abandonner les villages libérés de Daesh à l'ouest de l'Euphrate (la région de Manbij) et de retourner à l'est du fleuve, cela pour ne pas fâcher Erdogan et permettre à son armée et aux mercenaires islamistes qui suivent d'envahir la région kurde de la Syrie !... Leur objectif à tous est d'empêcher l'existence d'un ROJAVA unifié territorialement, dirigé par son peuple avec un projet social et politique inacceptable pour les exploiteurs de tous bords.

UNE LUTTE POUR LES DROITS NATIONAUX ET POUR LA DEMOCRATIE POPULAIRE

C'est au milieu de ce panier de crabes que le peuple kurde de ROJAVA mène son combat national et démocratique.

Les forces révolutionnaires kurdes et arabes du Kurdistan syrien sont souvent suspectées voire accusées par certains courants dits anti-impérialistes de vouloir faire éclater la Syrie et donc de faire le jeu des impérialismes occidentaux. Ceux qui tiennent cette ligne se trompent. Ils ignorent totalement le projet politique de ces forces et leur indépendance vis-à-vis de ceux qui, occasionnellement, font mine de les soutenir quand ça les sert, mais qui sont prêts à les frapper dans le dos quand leur intérêt se déplace ailleurs. Les Kurdes ne sont pas dupes. Ils ne s'appuient pas sur un impérialisme pour en combattre un autre. Ils comptent d'abord sur leurs propres forces et utilisent les contradictions qui opposent leurs ennemis ou leurs faux amis.

Le projet révolutionnaire des kurdes et des autres composantes ethniques et culturelles de ROJAVA est en effet celui-ci : Un Etat syrien démocratique, fédéral, avec des régions autonomes administrées selon les décisions de leurs peuples. Au ROJAVA, ce sont les conseils populaires inter-ethniques à tous les niveaux des structures politiques.

Ce projet, déjà mis en œuvre au ROJAVA est proposé comme alternative non seulement en Syrie, mais aux peuples des autres pays du Proche et Moyen Orient comme solution démocratique aux régimes bourgeois dictatoriaux actuels, vassaux d'un impérialisme ou d'un autre, et comme la condition pour la paix et le progrès social. Il ne s'agit en rien d'un projet nationaliste étroit, mais au contraire d'une alternative internationaliste nouvelle.

On comprend pourquoi ce projet déjà appliqué au ROJAVA a beaucoup d'ennemis dans la région, y compris l'Etat bourgeois, pro-impérialiste et réactionnaire kurde autonome d'Irak, et peu d'amis dans le monde des Etats impérialistes.

Les dirigeants politiques du ROJAVA sont conscients de cet environnement hostile. Ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces : leur volonté politique, le soutien de leur peuple et l'héroïsme de leurs forces armées.

Le devoir des communistes de France est de les soutenir sous toutes les formes et de participer aux actions organisées par les organisations populaires de la diaspora pour :

- Combattre les interventions de l'impérialisme français au Proche et Moyen Orient,

- Dénoncer les attaques armées de la Turquie contre les régions kurdes de Turquie et contre le ROJAVA,

- Dénoncer les relations de l'impérialisme français avec la Turquie d'Erdogan.

- Imposer la libération du leader historique du PKK, Abdullah Oçalan,

- exprimer notre solidarité avec les populations martyrisées et avec les partis et organisations révolutionnaires et démocratiques de Turquie et du ROJAVA.

Camille Deroubaix

« A nos peuples »

Cette déclaration est celle d'organisations révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan Nord. Le ROCML publie, à titre d'information, des extraits d'une déclaration du Mouvement Révolutionnaire Uni des peuples, pour que les militants de France s'inspirent des luttes du Moyen-Orient et mènent le combat général contre l'impérialisme.

Les impérialistes ainsi que les Etats-nations fascistes et rétrogrades sont les principaux responsables des massacres de masse qui sont en cours au Moyen-Orient. Avec l'intervention des impérialistes en Syrie, la guerre dans la région se transforme en une guerre mondiale tous azimuts menaçant toute l'humanité. Les impérialistes et leurs collaborateurs ainsi que les pouvoirs fascistes locaux, essaient d'un côté de sauver un statu quo en faillite, de maintenir leur pouvoir et d'élargir leur hégémonie en se livrant à une compétition acharnée et de l'autre. Ils tentent le tout pour le tout afin que les peuples de toute une région s'entretuent dans un conflit interconfessionnel religieux et ethnique.

(…)

Sur cette base, alors que les conflits racistes, religieux et confessionnels s'élèvent, la révolution de Rojava a vu le jour comme une alternative se dressant contre l'obscurantisme, elle apparaît comme une lueur d'espoir réconfortante pour tous les opprimés. Rojava et la résistance en vue de son autonomie démocratique unifiée sont devenues la cible à abattre aussi bien par l'impérialisme que par la République Turque fasciste et son gouvernement AKP.

Par ricochet, aujourd'hui, la défense et la poursuite de la révolution de Rojava, la résistance pour un auto-gouvernement Kurde, la lutte pour la révolution unie des peuples signifient également la défense de la vie et l'avenir de tous les opprimés, les travailleurs, les intellectuels, les démocrates de tous les peuples. S'approprier ces valeurs nobles revient également à défendre l'avenir de l'ensemble de l'humanité.

En Turquie, aucune couche de la société n'est en sécurité sous le joug de l'ordre établi. Les Alevis, les pro-démocrates et laïques, les travailleurs, les pauvres ainsi que toutes les forces de l'opposition sont sous la menace du pouvoir. L'échec de la tentative d'auto-gouvernement kurde conduira l'AKP à réprimer toute opposition en Turquie et se soldera par un bain de sang inouï. Par conséquent, l'avenir de toutes les forces progressistes et révolutionnaires ainsi que du peuple travailleur est lié à celui de la résistance Kurde. Nous, en tant que forces révolutionnaires et socialistes de la Turquie et du Kurdistan, avons uni nos forces au sein du Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples afin de resserrer les rangs pour la révolution contre le gouvernement AKP collaborationniste-fasciste ainsi que l'ordre établi dans la République Turque en utilisant tous les moyens et méthodes qui sont à notre disposition (y compris la lutte armée). Notre union est ouverte à toutes les forces de résistance et nous serons dans toutes les luttes et les actions formées. Nous les soutiendrons également afin de contribuer à leur progression.

Le but de notre Mouvement Révolutionnaire Uni est de reconquérir l'avenir libre et démocratique de nos peuples écorchés par l'impérialisme, le capitalisme, le fascisme, le chauvinisme et le racisme. Nous considérons que le gouvernement fasciste AKP et la base sociale sur laquelle il repose, doivent être détruits par la force révolutionnaire du peuple.

Le gouvernement de l'AKP est en train de détruire la société ainsi que l'environnement. C'est un gouvernement misogyne et contre la jeunesse. Il aggrave l'exploitation qui pèse sur la classe ouvrière ainsi que tous les travailleurs. Il est répressif et sanguinaire contre toutes les couches populaires. Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples a pour objectif de former et d'organiser toutes les forces victimes des agissements de l'AKP et de l'Etat bourgeois pour les mobiliser dans la lutte.

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples se bat pour une société écologique et pour la liberté des femmes, pour le droit et la liberté de la classe ouvrière et laborieuse, pour le pouvoir des peuples en Turquie et pour poser les fondations d'un gouvernement démocratique et autonome au Kurdistan. Nous nous battons pour la liberté qui, seule, nous permettra de construire un avenir digne.

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples lance un appel à toutes les couches populaires qui sont victimes du fascisme et de l'obscurantisme, notamment les femmes, les jeunes, les ouvriers et les travailleurs à s'unir, s'organiser et lutter pour la liberté, la démocratie et pour la fraternité de tous les peuples.

Si nous n'agissons pas, la situation actuelle évoluera inévitablement vers une dictature plus sanguinaire que jamais. Il ne reste aucune institution, aucune force qui soit capable de constituer un véritable contre- pouvoir. La dérive dictatoriale ne peut être empêchée que par une résistance armée et la révolution unie des peuples. Soit la dictature la plus sanguinaire sera établie, soit nos peuples s'organiseront et s'armeront afin de mettre à terre le gang djihadiste- fasciste de l'AKP ainsi que son credo. Il n'y a pas d'autre alternative.

Le fascisme sera anéanti, la révolution unie de nos peuples gagnera !

Nous écraserons le fascisme par la révolution unie de nos peuples !

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuple (HBDH)
12.03.2016

TKP/ML - PKK - THKP-C/MLSPB - MKP - TKEP-L - TIKB - DKP DevrimciKarargâh - ProleterDevrimcilerKoordinasyonu - MLKP

Cuba et le socialisme

Pour les représentants politiques de la bourgeoisie impérialiste, la mort récente de Fidel Castro a été l'occasion de déverser leur haine contre celui qui a conduit le peuple cubain dans sa lutte pour son indépendance nationale et contre la domination néocoloniale de l'impérialisme américain.

À l'inverse des réactions des représentants de la bourgeoisie internationale et de la dissidence cubaine aux Etats-Unis, purement anti-communistes, les représentants politiques des bourgeoisies nationales latino-américaines ont salué celui qui a démontré qu'une résistance contre la domination de l'impérialisme étatsunien en Amérique du Sud était possible. Pour un certain nombre d'organisations communistes se réclamant du marxisme-léninisme, sa mort a été l'occasion de mettre en avant l'engagement de Fidel Castro ainsi que les succès de l'édification du socialisme à Cuba. Cette vision de Cuba, plutôt affective que véritable analyse marxiste-léniniste, est révélatrice d'illusions anciennes entrainées par la révolution cubaine. En effet, il n'y a pas de voie alternative vers le socialisme que celle suivie par la révolution russe et caractérisée par le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Le contexte historique de la prise de pouvoir de Fidel Castro

Colonie espagnole jusqu'en 1902, Cuba devient, après la guerre entre les USA et l'Espagne, une semi-colonie de l'impérialisme américain sous la dictature de Batista jusqu'en 1959.
Le 26 juillet 1983, un petit groupe de guérilleros mené par Fidel Castro attaque une caserne de l'armée à Moncada. Cette tentative échoue et Fidel Castro fut emprisonné d'octobre 1953 à mai 1955.
Libéré, Fidel Castro rejoint le Mexique où il lance le mouvement du 26 juillet. Avec une petite force de 82 hommes, il quitte le Mexique et installe une base dans la Sierra Maestria, une chaine de montagne dans la province d'Oriente du sud. En mai 1958, l'offensive de Batista contre la guérilla castriste échoue. Le 31 décembre 1958 Batista fuit avec ses principaux complices en République Dominicaine d'abord et à Madère ensuite. Le 1er Janvier 1959, le mouvement du 26 juillet forme un nouveau gouvernement avec Manuel Urrutia comme président

de la République.
Croire qu'un groupe réduit de guérilleros déterminés est capable de renverser une dictature soutenue par l'impérialisme américain constitue l'**un des premiers mythes fondateurs** de la révolution cubaine, mythe qui guidera l'aventure du Che en Bolivie. Or la réalité historique est tout autre. Dès juin 1957, l'ambassadeur américain à Cuba fut chargé d'engager le processus de destitution de Batista ainsi que son départ de Cuba. À l'automne 1957, les Américains ne livrent plus d'arme à Batista et en mars 1958, l'embargo sur la livraison d'armes et de munitions entraine la démoralisation de l'armée cubaine. Ayant obtenu le départ de Batista, les Usa ont tenté de le remplacer par une junte militaire dirigée par le colonel Ramon Barquin. Cependant, celui-ci était membre du mouvement du 26 juillet sans que les USA n'en eurent connaissance. De cette façon, les Etats-Unis ont « offert » le pouvoir à Fidel Castro et à ses compagnons guérilléros.
D'un point de vue militaire, les guérilléros n'ont pas battu l'armée de Batista. Fidel Castro est sorti victorieux principalement parce que sa lutte contre le régime de Batista a coïncidé avec le coup d'Etat mené contre celui-ci par les Etats Unis.

Le deuxième mythe

La révolution cubaine était censée démontrer que l'on peut instaurer une société socialiste sans suivre la voie de la révolution bolchévique, sans l'hégémonie et sous la direction du prolétariat et de son parti communiste et sans l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette théorie du « Foco » a été exposée par Régis Debray dans « Révolution dans la Révolution ».
L'idée est de s'appuyer sur des guérillas soutenues par la paysannerie avant de s'attaquer aux villes pour renverser le pouvoir en place, à l'image de ce qu'il s'est — ou se serait — passé à Cuba. Au contraire, Guevara et Debray préconisaient une lutte armée, menée par un petit groupe de militants qui rallierait progressivement les paysans des alentours à sa cause. Cette guérilla devait d'elle-même, en principe, créer les conditions politiques d'une révolution, en suscitant le ralliement massif de la population à la cause révolutionnaire, transformant ainsi la guérilla en guerre révolutionnaire de masse. Ainsi, l'organisation militaire précédait l'organisation politique.

Le caractère de la révolution cubaine

La révolution cubaine était, d'après Castro lui-même, une révolution paysanne faite par les paysans dépossédés de Cuba (1). Dans ce même sens, Che Guevara déclare que *« le combattant de la guérilla est avant tout un révolutionnaire agraire, il est porteur des désirs de la grande masse des paysans »(2).* Dans cette perspective, nous pouvons déjà affirmer que la révolution cubaine de 1959 n'avait aucune caractéristique d'une révolution socialiste.
En fait, ce n'était clairement pas le but poursuivi par Castro. Avant l'automne 1959, Castro n'a jamais dissimulé son idéologie de démocrate bourgeois radical dont l'idéal était l'Amérique capitaliste démocratique. En Février 1958, Fidel Castro s'exprime ainsi dans le magazine américain Coronet : *« Nous n'avons aucun plan pour l'expropriation ou la nationalisation des investissements étrangers. Ils seront toujours les bienvenus et en sécurité ici (à Cuba NDLR) ».* Après la victoire de la Révolution le 2 avril 1959, Castro, à l'invitation de l'Association Américaine des éditeurs de journaux, se rend aux USA et multiplie les déclarations. Il affirme qu'il n'est pas communiste et n'est pas d'accord avec le communisme. Devant le club de la presse nationale, il répète ce qu'il a martelé durant toute sa visite : son mouvement n'est pas un mouvement communiste, il fait une visite amicale aux Etats Unis et il n'y a aucun communiste dans son gouvernement (3). En 1959, on peut lire dans le Times « *Le Dr Castro […] a déclaré à maintes reprises que son mouvement n'était pas communiste et que si Cuba doit devenir prospère, le communisme n'est pas la solution* »(4). Dans cette même période, il s'entretient en privé environ trois heures avec le responsable en chef de la CIA sur le communisme en Amérique Latine. À la suite de cette rencontre, ce dernier déclare : « *Castro n'est pas seulement communiste mais il est un farouche combattant anti-communiste* ». Après son retour des USA, Castro décrit le communisme comme un système qui *« supprime les libertés si chères à l'Homme »(5)* .

La révolution castriste ne fut qu'une révolution bourgeoise démocratique qui, pour triompher et obtenir l'appui de la petite paysannerie et des travailleurs, entreprendra des réformes favorables à ceux-ci et améliorera leurs conditions de vie. La mise en œuvre rapide d'une réforme agraire fut l'une de ces réformes mises en place. Sans détailler le fond de cette réforme, précisons que si les grandes latifundios sont devenues des fermes d'Etat, des compensations pour l'expropriation des exploitations agricoles et les installations industrielles attenantes ont été définies.

Si la révolution cubaine est une révolution démocratique bourgeoise, n'a-t-elle pas pu évoluer ultérieurement et permettre à Cuba de se lancer dans la construction du socialisme ? Ceux qui soutiennent cette position oublient deux facteurs importants et liés :
- Premièrement, Cuba ne possède pas les bases matérielles pour la construction du socialisme ;
- Deuxièmement, le mouvement communiste international - ainsi que la majorité des pays du camp socialiste pouvant servir d'appui - est dominé par le révisionnisme, en particulier en URSS, et est engagé sur la voie de la restauration complète du capitalisme !(6)

La dégradation des relations cubano-américaines et le ralliement des cubains au social-impérialisme soviétique

Le 8 Janvier 1959, le gouvernement américain reconnait le nouveau régime et exprime la « *bonne volonté sincère du Gouvernement et du peuple des Etats Unis envers le nouveau gouvernement et le peuple de Cuba* »(7). Cette bonne volonté va être de courte durée mais ne sera pas mise à mal par la réforme agraire qui n'était pas plus radicale que celle soutenue par les Américains au Japon. C'est l'intrusion du social-impérialisme russe sur la chasse gardée de l'impérialisme américain en Amérique Latine qui participera à la dégradation des relations entre les deux États. En Février 1960, A. Mikoïan, ministre adjoint de l'URSS, se rend en visite officielle à Cuba et l'URSS accorde un prêt de 100 millions de dollars à celle-ci. De plus, un accord commercial pour l'échange de pétrole brut contre du sucre cubain à des conditions avantageuses pour Cuba est aussi négocié.
C'est à partir de ce moment là, après les multiples accords négociés entre l'URSS et le gouvernement cubain que l'hostilité des américains n'a fait que grandir. Ceux-ci préparent des sanctions économiques à l'encontre de l'ile et participent à la formation de mercenaires exilés cubains dans l'objectif d'assassiner Fidel Castro pour renverser son régime. Le gouvernement américain a aussi interdit aux compagnies étatsuniennes implantées à Cuba de raffiner le pétrole brut importé d'URSS. Le 27 mai suivant, les USA stoppent toute aide économique à Cuba. Castro signe alors un décret d'expropriation des raffineries et des compagnies américaines : c'est le début d'une série d'expropriations d'autres entreprises étrangères. Les Etats-Unis rompent tout lien diplomatique avec Cuba et imposent un embargo sur Cuba. En avril 1961, ils organisent l'invasion de Cuba par la baie des cochons qui se termine par un échec retentissant. Ces pressions exercées par les États-Unis sur l'île de Cuba sont telles qu'elles pousseront Fidel Castro, pour sauvegarder sa révolution, à se tourner vers l'URSS de Khrouchtchev.

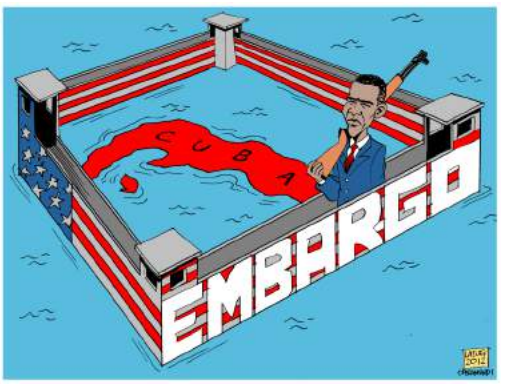
Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de cette époque que F. Castro parlera de voie socialiste pour Cuba. Mais dans les faits, Cuba doit se soumettre à un néo-colonialisme russe suivant la doctrine révisionniste de la « division internationale du travail socialiste ». Cette doctrine, sous couvert d'une meilleure coopération

économique entre États du « camp socialiste », consacre en fait la dépendance économique de ces États vis-à-vis de l'URSS. Dans ce cadre, Cuba est condamnée à ne pas diversifier son agriculture et à augmenter sa production de sucre. Ce fait est d'ailleurs dénoncé par Che Guevara, pourtant signataire officiel des accords économiques avec l'Union soviétique, qui voit là une manifestation du néo-colonialisme russe et un obstacle à l'instauration du socialisme à Cuba. À la tête du ministère de l'industrie, le Che prépare un plan pour accélérer l'industrialisation de Cuba : il met en place un projet de diversification de l'agriculture. Cependant, sous pression soviétique, ces plans sont abandonnés en août 1963.

Sur le plan intérieur, Cuba marchera dans la voie du progrès en offrant la gratuité des soins et de l'éducation, le travail pour tous, etc. mais ceci restera malheureusement conditionné par les échanges asymétriques avec l'URSS révisionniste qui empêcheront un développement indépendant de l'économie cubaine. Cette dépendance à l'URSS lui empêchera d'assurer par elle-même ses progrès sociaux.

Avec des hauts et des bas, Cuba restera jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991 un fidèle soutien aux ambitions du social-impérialisme russe. Ainsi, les différentes interventions des forces armées cubaines en Angola à la fin des années 70 permettront à Cuba de se positionner en agent direct du social-impérialisme soviétique sur ce continent.

Après la chute de l'URSS en 1991 et la victoire complète de la contre-révolution, Cuba perd son principal soutien économique. Cette situation plongera Cuba dans une crise économique sans précédant dans les années 90 et dont les répercussions néfastes sur le niveau de vie de la population se font encore sentir aujourd'hui. Cette profonde crise forcera le gouvernement et le PCC à faire des concessions au niveau économique. Ils feront notamment marche arrière sur la socialisation de la production et l'économie d'État pour rendre plus d'autonomie aux classes intermédiaires.



Cette marche inévitable**,** vers le développement d'un capitalisme privé, **compte tenu des circonstances actuelles**, ne fera que se renforcer, quelles que soient les apparences et les déclarations de foi socialiste des dirigeants cubains (8).
Il est tout de même remarquable que, malgré toutes ces complications économiques ainsi que les pressions américaines, le peuple cubain dans sa majorité continue de se reconnaître dans sa révolution, sa République et ses dirigeants.
Mais cela ne suffit pas pour dire que Cuba, aujourd'hui encore moins qu'hier, est engagée sur la voie du socialisme. Bien que l'île reste un éminent représentant de l'anti-impérialisme (avec une aura auprès des pays d'Amérique latine comme le Venezuela ou la Bolivie), la base de son économie ainsi que les perspectives mises en relief par le PCC et le gouvernement cubain sont loin du socialisme.
Aussi, si nous reconnaissons le mérite historique et progressiste de la révolution cubaine ainsi que tous les progrès et acquis apportés au peuple cubain, il est illusoire de considérer Cuba comme un pays socialiste.
Il est important pour les communistes de comprendre que la révolution cubaine est un phénomène à deux faces contradictoires.

Le fait positif est que la domination étatsunienne sur l'Amérique Latine a été violée pour la première fois. Cuba est devenue un symbole de lutte anti-impérialiste et de libération des peuples d'Amérique Latine. Le fait négatif est que cette révolution a obscurci, pour ne pas dire révisé, la théorie ML de la révolution aux yeux d'un certain nombre de communistes ou d'organisations communistes. Pourtant, toute révolution socialiste ne peut être menée jusqu'au bout que sous la direction du prolétariat et de son parti communiste grâce à l'instauration de la dictature du prolétariat. Ce bilan mitigé pose la question du socialisme scientifique en opposition au socialisme « utopique » des couches et classes petites bourgeoises. Nous nous efforcerons à l'avenir d'en examiner les conséquences pour notre combat anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Notes

(1)Cité dans Révolution castriste – Mythes et réalité – 1962- Théodore Draper. Cette affirmation est à relativiser car la grande majorité de ceux -ci sont restés passifs durant toute la période avant la prise de pouvoir.
(2)Ernest Guevara – « Guérilla » - éditions Harmondsworth - 1969
(3)Le Times 21 avril 1959
(4)Le Times 20 Avril 1959
(5)Fidel Castro -dans Révolution du 21 Mai 1959
(6)Lénine considérait comme possible, pour un pays sous développé de sauter l'étape capitaliste et de jeter les bases économiques du socialisme avec le soutien matériel et politique des pays socialistes et du mouvement communiste. Situation qui n'existait plus au moment de la révolution cubaine et qui n'existe plus aujourd'hui. Voir l'intervention de Lénine au congrès de l'internationale communiste.
(7)Département d'Etat américain - bulletin – volume 40 -26 janvier 1959
(8)Dont on peut ou pas mettre en doute la sincérité ou les illusions, la question est secondaire.

LA LIBRAIRIE DU ROCML

ROCML, Documents du Premier Congrès

ROCML, A propos du mot d'ordre de nationalisation

ROCML, Notre combat: arracher le prolétariat à la domination bourgeoise

ROCML, Sur la crise économique

ROCML, Le soulèvement populaire en Tunisie

ROCML, Sur l'impérialisme au Moyen Orient

Trump, l'ennemi du peuple des Etats-Unis et de l'Humanité

Voilà, depuis le 8 novembre les Etats-Unis ont élu leur président, Donald Trump. L'homme d'affaire et multi-milliardaire new-yorkais a succédé à Barack Obama. Trump remporte l'élection grâce à ces résultats favorables dans les Etats qui regroupent le plus de grands électeurs. Pour beaucoup de pseudo analystes, cette élection représente un séisme politique, non seulement américain mais aussi mondial. « Les Etats-Unis se replient sur eux-mêmes » rabâchent-ils, « le peuple américain a fait le choix du populisme ».

D'abord il faut nuancer ces propos. Si Trump a effectivement gagné cette élection, il ne représente pas le choix de la majorité du peuple américain. La participation à ces élections n'a été que de 54,2% soit le plus mauvais taux de participation à une présidentielle américaine depuis 2000 ; par conséquent Donald Trump ne représente moins de 25% des citoyens américains.

Quant au séisme politique il mérite encore plus d'être nuancé. Trump et le parti républicain américain sont les représentants de la grande bourgeoisie capitaliste américaine et de ses intérêts tout comme l'était son adversaire démocrate Hillary Clinton. Si la bourgeoisie américaine, aux travers de ses médias, supportait Clinton vis-à-vis de Trump c'est que ce dernier ne représentait pas forcement l'option la plus favorable de cette dernière. Aussi Trump a-t-il pu jouer de cela pour devenir un candidat « antisystème », proche du peuple, ***mais en aucun cas son élection n'aura de conséquences favorables pour le peuple et les masses laborieuses des Etats-Unis.***

Sa politique est chauvine et impérialiste, raciste et anti-immigré toujours en faveur de la domination des monopoles américains dans le monde. Si ce genre de politique peut être le choix d'une part infime des travailleurs américains, c'est sans aucun doute à la faveur de l'absence de toute force populaire progressiste, anticapitaliste et anti-impérialiste pouvant donner des perspectives nouvelles à une classe ouvrière et une jeunesse américaine pourtant en proie à une misère accrue et à un mécontentement croissant.

La lutte idéologique et la répression maccarthyste menées par la bourgeoisie américaine depuis 1945 aux Etats-Unis ont laissé la classe ouvrière de ce pays sans aucune organisation de lutte de classe et cette errance a laissé la place aux idéaux bourgeois et à une forte tendance à l'individualisme.

Aussi, malgré l'existence de mouvements sociaux, de grèves, l'absence d'organisation et de coordination au niveau fédéral ou même des Etats les voient naître et s'éteindre comme des feux de paille aux quatre coins du pays.

Mais les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas un cas si particulier, là-bas comme ici chez nous en France, la lutte de classe est régie par les mêmes lois d'exploitation et par les mêmes revendications du prolétariat. Là-bas comme ici, c'est l'inexistence d'organisation révolutionnaire de classe qui empêche aux mouvements contestataires de prendre une dimension politique et révolutionnaire et c'est là-bas comme ici que prospère sur cette friche de classe les différentes tendances et idéologies réactionnaires de la bourgeoisie auprès des masses ; la preuve en est l'élection de Trump aux Etats-Unis et aussi dans une moindre mesure le succès d'hommes comme François Fillon en France.

Cette élection présidentielle américaine, comme les autres avant elles ne représente donc qu'une lutte de pouvoir entre deux fractions de la bourgeoisie monopoliste et impérialiste américaine et de ce fait, le résultat est par lui-même réactionnaire et anti ouvrier.

Les communistes dénoncent cette victoire de la bourgeoisie et apportent leur soutien et leur solidarité aux travailleurs et militants ouvriers américains face aux prochaines offensives anti-ouvrières de l'administration Trump.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

ROCML
Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Site du ROCML
http://www.rocml.org

IL A OSE LE DIRE

« Les gens ne veulent pas que d'autres gens viennent dans leur pays et les dérangent. »

Les peuples d'Amérique, d'Asie, d'Europe, d'Afrique, tous ces peuples qui subissent l'ingérence de l'impérialisme états-unien, ne veulent pas non plus être exploités, humiliés, massacré, envahis, divisé…

Les peuples veulent garder leur souveraineté et indépendance sans l'intervention de l'impérialisme US !